



PREFECTURE DE L'AUBE

DIRECTION DES POLITIQUES DE L'ETAT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 08-3064

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Société R. PONS
à
FONTAINE

ARRETE COMPLEMENTAIRE

**LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le Code de l'Environnement, et notamment les livres I et V,
- VU l'article R.512-41 du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 05-1885 du 20 mai 2005 imposant à la société R. PONS la réalisation d'un « diagnostic de l'état des sols éventuellement pollués par du plomb d'origine industrielle »,
- VU le rapport « RC 06 0025-2 » intitulé « Diagnostic de l'état des sols au regard d'une contamination au plomb dans l'environnement du site » et fourni par la société R. PONS en avril 2006,
- VU le rapport « RC 13090 » intitulé « Diagnostic approfondi de l'état des sols au regard d'une contamination au plomb dans l'environnement du site » et fourni par la société R. PONS en avril 2007,
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 juin 2008,
- VU l'avis en date du 2 juillet 2008 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel l'exploitant a eu la possibilité d'être entendu,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de déterminer la provenance du plomb présent en teneurs anormalement élevées dans 2 terrains voisins des installations de la société R. PONS

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'évaluer les risques sanitaires engendrés par les teneurs en plomb anormalement élevées qui ont été mesurées dans 2 terrains voisins des installations de la société R. PONS ,

CONSIDERANT qu'il n'est actuellement pas possible de déterminer si d'autres terrains à proximité de l'usine R. PONS présentent des concentrations en plomb anormales,

CONSIDERANT que les concentrations en plomb supérieures au fond géochimique naturel qui ont été mesurées dans 2 terrains voisins des installations de la société R. PONS ont pu être causées par des émissions atmosphériques et chroniques de plomb provenant des ateliers de fonderie de la société R. PONS ou par la mise en place de remblais ou autres matériaux pollués en provenance des installations de la société R. PONS.

CONSIDERANT que l'un des terrains présentant des teneurs anormales en plomb a appartenu à la société R. PONS jusqu'à l'année 1999 et qu'il a donc pu être utilisé par le passé à des fins industrielles.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube,

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET

La société R. PONS, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 9 rue des Moulins à FONTAINE (10200), est soumise au respect des prescriptions définies dans le présent arrêté préfectoral complémentaire.

ARTICLE 2 – ETUDE HISTORIQUE

L'exploitant réalisera une étude historique afin de déterminer si des remblais pollués ou des substances particulières, provenant de l'usine R.PONS, ont pu être déposés sur les terrains de la maison individuelle (parcelle cadastrale n°990) et de l'espace vert de l'école de FONTAINE (parcelle cadastrale n°1123) qui présentent des teneurs anormales en plomb et sont situées à proximité des installations de R. PONS.

L'exploitant cherchera également à définir si d'autres terrains situés à proximité de ses installations ont pu être contaminés par du plomb de la même façon que les 2 terrains déjà identifiés.

L'exploitant consignera ses recherches et ses résultats dans un document permettant de justifier que son étude historique a été menée rigoureusement et exhaustivement.

ARTICLE 3 – PRELEVEMENTS DE SOLS SUPERFICIELS

L'exploitant organisera des prélèvements de sols superficiels dans un terrain proche de la maison individuelle (parcelle cadastrale n° 990), afin de vérifier que le sol ne contient pas de plomb et ainsi déterminer si les dépôts de plomb atmosphériques sont à l'origine des concentrations anormales en plomb détectées aux environs de l'usine R. PONS. D'autres composés représentatifs de l'activité de R.PONS pourront être recherchés.

L'exploitant s'assurera au préalable que le terrain en question n'a jamais été remblayé et qu'il n'a jamais été utilisé à des fins industrielles ou artisanales, de façon à ce qu'il constitue un point de comparaison adapté.

Un prélèvement de sols superficiels correspond à une profondeur de 0 à 3 cm dans le cas d'un terrain non remanié (pelouse, prairie...) et à une profondeur de 0 à 25 cm pour sol remanié (potager, labour...).

ARTICLE 4 – PRELEVEMENTS DE SOLS EN PROFONDEUR

L'exploitant réalisera des prélèvements en profondeur au niveau du jardin de la maison individuelle (parcelle cadastrale n° 990) et de l'espace vert attenant à l'école (parcelle cadastrale n° 1123), afin de détecter l'éventuelle présence de remblais, sables de fonderie ou autres résidus de production pouvant être une source de plomb.

Des prélèvements de sols en profondeur correspondent à des prélèvements de sols tous les mètres sur une profondeur minimum de 2 mètres. En particulier, un carottage et une interprétation des différentes strates rencontrées pourront être réalisés afin de vérifier la présence d'une éventuelle couche de remblais. D'autres moyens techniques, tels que la réalisation de tranchées, pourront être utilisés dans le même but.

La présence de déchets de fonderie devra être identifiée par des analyses pertinentes, par exemple par des analyses de plomb ou de phénols.

ARTICLE 5 – TERRAINS POTENTIELLEMENT POLLUES

L'exploitant réalisera des prélèvements de sols superficiels et en profondeur afin de mesurer les teneurs en plomb dans les terrains qui auront été identifiés lors de l'étude historique comme potentiellement pollués. D'autres composés représentatifs de l'activité de R.PONS pourront être recherchés.

ARTICLE 6 – EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES

L'exploitant réalisera une étude permettant d'évaluer le risque sanitaire pour les personnes occupant les deux terrains identifiés comme présentant des teneurs anormales en plomb (parcelles cadastrales n° 999 et n° 1123), en tenant compte de la compatibilité des terrains avec le type d'usage (jardin d'agrément avec ou sans enfant, potager...).

Cette étude devra être conforme à la méthodologie nationale et aux outils qui lui sont associés.

ARTICLE 7 – PLAN DE GESTION

L'exploitant envisagera, en fonction des études et recherches menées conformément au présent arrêté, la définition d'actions de gestion adaptées, précisant les moyens techniques nécessaires à la suppression ou à la maîtrise du risque sanitaire pour les terrains concernés ainsi que les coûts financiers associés.

ARTICLE 8 – DELAIS DE REALISATIONS

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un cahier des charges répondant à l'ensemble des études et recherches prescrites par le présent arrêté.

L'inspection des installations classées validera le cahier des charges transmis avant la réalisation par l'exploitant des études et recherches prévues par le présent arrêté.

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmettra à la Préfecture de l'Aube trois exemplaires du rapport présentant les résultats des études et recherches réalisées en application du présent arrêté.

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours pour l'exploitant est de deux mois à compter de sa notification. Concernant les tiers, le délai de recours est de quatre ans à compter de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 10 - NOTIFICATION

Le présent arrêté est notifié à la société R. PONS.

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de FONTAINE, pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée. Un extrait est affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le Maire de FONTAINE à la Préfecture du département de l'Aube – Bureau de l'Environnement.

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube,
- Madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Champagne-Ardenne,
- Monsieur l'Inspecteur des installations classées,
- Monsieur le Maire de FONTAINE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TROYES, le 11 SEP 2008

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Thierry PETIT